

Analyse des résultats des élections israéliennes

David Chemla*

* *Président de*
« La Paix Maintenant » - France.

Auteur de Bâtisseurs de paix,
Editions Liana Levi, 2005.

■ Comment expliquer l'effondrement du parti travailliste ?

Depuis 30 ans on assiste au déclin constant du parti travailliste qui avait fondé ce pays. Ses dirigeants, qui se sont toujours considérés comme les responsables en charge de la gestion du pays, ont toujours eu du mal à en confier la direction à d'autres partis ; c'est pourquoi ils ont toujours accepté de participer à des coalitions gouvernementales où ils ont pu continuer d'exercer des responsabilités ministérielles. La conséquence de ce choix a été une perte progressive de l'identité de ce parti et une érosion constante de son support au sein de la population.

La création de Kadima par Sharon en 2005, avec des transfuges du parti travailliste et du Likoud, répondait, en cassant la logique des deux blocs, au besoin de la population de voir émerger un parti centriste capable de construire autour de lui une coalition stable pour faire face aux défis du pays. Beaucoup des électeurs de la gauche (Travailliste et Meretz) ont reporté leur voix lors de ces élections sur Kadima, en espérant ainsi donner à Tsipi Livni l'avance nécessaire pour lui permettre de devenir la future Premier ministre. Le résultat montre que, si Kadima reste bien le premier parti, il ne pourra vraisemblablement pas rassembler avec d'autres partis une coalition suffisante pour diriger le pays. En drainant ainsi une partie des électeurs travaillistes et du Meretz, Kadima a contribué à la poursuite de l'affaiblissement de la gauche israélienne.

Je crois aussi qu'une autre clé pour comprendre le résultat de ces élections tient à la conjoncture internationale. L'électorat israélien est conscient que la nouvelle administration américaine aura une attitude beaucoup moins complaisante à l'égard de la politique israélienne que celle de Bush. En conséquence face aux pressions inévitables qui viendront, à la fois de l'Europe et des USA, beaucoup ont pensé qu'il valait mieux avoir une direction politique plus dure pour y faire face.



Le résultat de ces élections est celui que voulait aussi le Hamas. En continuant d'envoyer des rockets sur les villes du sud d'Israël, en faisant traîner les négociations en cours via l'Égypte pour libérer Guilad Shalit dans le cadre d'un échange de prisonniers et mettre en place une trêve, le Hamas a affaibli la coalition au pouvoir menée par Kadima et les travaillistes. Il a montré qu'il préférerait avoir la droite comme interlocuteur de façon à prouver au monde et aux Palestiniens qu'il n'y a pas d'interlocuteurs en Israël pour négocier, justifiant ainsi sa politique de refus.

Enfin l'échec des travaillistes est aussi celui de Ehud Barak, à qui beaucoup, même au sein de la droite, reconnaissent de grandes qualités en tant que Ministre de la défense, mais qui s'avère être un mauvais dirigeant politique capable de regagner l'électorat traditionnel travailliste. L'analyse plus fine des résultats montre que le Likoud et Israël Beteinou (le parti de la droite nationaliste) gagnent le maximum de voix dans les villes de développement ou du sud, là où vit une majorité de la population qui s'était appauvrie quand Netanyahu avait mis en place le tournant libéral de l'économie israélienne. Des années après, cet électorat a la mémoire courte et est retourné au Likoud.

Le parti travailliste doit aujourd'hui reconstruire son identité au sein de l'opposition, en construisant une vraie alternative pour répondre aux problèmes sociaux et en s'engageant clairement par rapport à la question centrale de la politique extérieure israélienne, qui est celle de la poursuite de l'occupation des territoires.

■ Comment expliquer le succès relatif de Kadima ?

Ce succès est d'abord celui de Tsipi Livni qui s'est imposée, malgré une campagne très dure menée contre elle par le Likoud pour la dénigrer, comme une femme politique qui comptera dans l'avenir. C'est la troisième fois dans l'histoire politique israélienne qu'un parti centriste existe. Dans les deux cas précédents, Dash avec Ygal Yadin en 1977 et Shinouï en 2003, ces deux partis, après avoir gagné chaque fois au cours des élections 15 mandats, n'avaient pas survécu aux élections suivantes. Cette fois-ci, à cause à la fois de la crise idéologique de la gauche et aussi de l'évolution de l'électorat qui se positionne au centre, un parti centriste semble s'être bien installé dans le panorama politique israélien. En restant le premier parti, malgré l'échec relatif de la guerre du Liban qu'il avait menée en 2006 et malgré les affaires qui ont entaché ses dirigeants comme Ehud Olmert, contraint de démissionner ou Avraham Hirshon (ancien ministre des finances du premier gouvernement d'Olmert, poursuivi pour vol et fraude), Kadima, grâce à Livni, a conservé cette image de parti neuf, capable de diriger le pays.



■ Comment expliquer la percée de Liberman ?

Israël Beteinou, créé par Avigdor Liberman, transfuge du Likoud, pour attirer d'abord le vote de l'électorat russophone, a réussi au cours de cette élection à élargir sa base électorale en attirant une partie de l'électorat traditionnel du Likoud. Ce succès est le résultat d'une campagne populiste et démagogique, construite autour de deux thèmes :

- un thème nationaliste : en répétant le slogan « Sans fidélité, pas de citoyenneté » Liberman a donné le ton de cette élection. Ce slogan met clairement en cause l'appartenance de l'électorat palestinien israélien (20 %). Liberman a dit qu'il était prêt, dans le cadre d'un échange de territoires avec les Palestiniens, à renoncer à la région du triangle située au nord de Tel Aviv où il y a une majorité de villages et de villes arabes israéliennes ou à la Galilée, en échange des colonies de la Cisjordanie. Un tel discours est très dangereux car il remet en cause le fondement démocratique de l'Etat d'Israël qui est celui de tous ses citoyens, comme cela est écrit dans la Déclaration d'indépendance. Il remet aussi en cause les frontières internationales nées de la guerre de 1948 et qui sont reconnues par la communauté internationale. Par rapport à l'opération militaire menée à Gaza, Liberman affirme qu'il fallait la poursuivre jusqu'à l'éradication du Hamas. Un tel propos, qui ne tient pas compte des simples réalités politiques et militaires sur le terrain, a réussi à lui gagner une part importante des voix, notamment dans les villes situées dans le sud du pays et qui ont été depuis 8 ans bombardées par le Hamas (23 % à Sderot et 27 % à Ashkelon).
- Un thème laïque en appelant à la mise en place de mariages civils pour répondre à la demande de la population russophone qui, pour une part d'entre elle, n'est pas considérée comme juive par le rabbinat. Cette position lui a valu l'accusation de « mangeur de porc » de la part des leaders des partis orthodoxes comme le Shas.

Les 15 députés obtenus font de Liberman un partenaire recherché pour construire une coalition. Il a naturellement appelé à la constitution d'un gouvernement nationaliste autour du Likoud. Mais, cette coalition l'obligerait à siéger dans le même gouvernement que celui du Shas ce qui, pour l'instant, semble difficile. Mais tout est possible en Israël !

■ Quelles sont encore les perspectives de retour à la négociation ?

Il est certain que l'émergence d'un gouvernement nationaliste autour du Likoud ne laisse pas présager d'une reprise rapide des négociations. L'administration américaine



devra exercer de fortes pressions sur Israël pour cela et j'imagine mal Benjamin Netanyahu renoncer à des colonies, surtout avec ses alliés naturels. Cependant il peut y avoir un autre scénario. Netanyahu a prouvé lors de son précédent passage au poste de Premier ministre de 1996 à 1999 qu'il était un pragmatique. Bien que plus proche des républicains que des démocrates américains, il sait qu'il est difficile à Israël de se mettre à dos l'administration américaine. Il avait signé l'accord qui avait conduit à l'évacuation de la majeure partie de Hébron. Si les Etats-Unis alliés avec l'Europe et en s'appuyant sur la Ligue arabe pousse à un accord, le gouvernement israélien devra se positionner. Il est tout à fait possible que dans ce cas, les Israéliens soient conduits à retourner aux urnes plus tôt que prévu. Les leaders des quatre grands partis ont tous déclaré hier soir qu'il fallait changer le système électoral de façon à pouvoir créer des gouvernements stables. Si la nouvelle Knesset votait pour un autre système, par circonscription à deux tours par exemple, les prochaines élections, quand elles auront lieu, pourraient conduire à l'émergence d'une autre majorité. En attendant, il nous faudra continuer à promouvoir la solution qui est la seule garante d'une paix possible, celle de deux Etats pour deux Peuples.

Entretien réalisé par Jean-Michel Rosenfeld